



Séminaire

Science et société dans l'Anthropocène. Savoirs, marchés et politiques.

Organisé par :

Soraya Boudia (Cermes3 / Université Paris Cité - CNRS)

Maël Goumri (Cermes3 / Université Paris Cité)

Mina Kleiche-Dray (Ceped / Université Paris Cité - IRD)

Justyna Moizard-Lanvin (Cermes3 / Université Paris Cité)

Contact :

sts.plateforme@u-paris.fr

Pour plus de détails :

<https://stsplatform.hypotheses.org>

Séminaire

Science et société dans l'Anthropocène.

Lieu : Université Paris Cité – Campus Saint-Germain, 45, rue des Saints-Pères 75006 Paris

Salle : bâtiment Jacob, salle des thèses

Dates : 11/10, 22/11, 06/12, 24/01, 07/02

Horaires : 10h00-12h30

Présentation générale

Ce séminaire est un espace collectif de discussion et d'analyse des dynamiques de production et d'usage des savoirs scientifiques dans le contexte de la crise environnementale globale. Bien loin de se limiter aux seuls impacts majeurs du dérèglement climatique (sécheresse, mégafeux, inondations...), cette crise est caractéristique d'une époque marquée par un ensemble de diagnostics sur le tarissement des ressources énergétiques, la multiplication des pollutions chimiques persistantes, l'appauvrissement des sols agricoles, la toxification des écosystèmes et des corps ainsi que l'accroissement des inégalités et des conflits. Il en résulte une imbrication de plusieurs crises qui peuvent être à l'origine de nouvelles formes d'instabilité et de fragilité des sociétés humaines générées par le niveau sans précédent de connectivité et de complexité.

Ce séminaire s'intéresse à la place des savoirs scientifiques, leur production et leur mobilisation dans la définition et le gouvernement des différentes facettes de cette crise globale. Si les constats liés à cette crise s'appuient sur un corpus de savoirs toujours plus dense pour porter un diagnostic sur la situation actuelle, les savoirs scientifiques sont également convoqués dans la production de politiques visant à répondre à cette crise, que ce soit par la promotion de la résilience et l'adaptation des populations, des territoires ou des infrastructures que par le développement de nouvelles solutions techniques à l'origine de nouveaux marchés. L'entrée par les questions de savoirs permet d'explorer conjointement la matérialité des dégâts, les modes d'organisation économiques et politiques ainsi que les rapports de pouvoir qui les ont fait advenir et les perpétuent y compris dans les futurs qui se construisent. Pour ce faire, ce séminaire explore trois ensembles de questions :

1. Le premier ensemble concerne la production, la circulation et les recompositions des savoirs scientifiques sur l'état des écosystèmes, des ressources et des corps. Nous nous intéresserons aux cadrages et outils construits pour qualifier, quantifier, anticiper et gérer la crise environnementale globale et ses effets. Nous examinerons les reconfigurations de l'organisations de la recherche scientifique pour tenter de répondre à des problèmes complexes avec l'émergence de nouveaux découpages disciplinaires (one health, agroécologie, science de la durabilité, zone critique, habitabilité...). Nous accorderons une attention particulière à la manière dont des scientifiques mettent en avant la nécessité de transformations des disciplines et des pratiques, la promotion d'approches interdisciplinaires intégrées ou inclusives ainsi que la co-construction des savoirs avec différents acteurs concernés (experts, industriels, citoyens, populations dites autochtones...). L'intérêt que nous porterons aux processus de production des savoirs mobilisés pour l'action publique inclue aussi bien la production massive de données grâce à des réseaux et infrastructures, parfois transnationaux, les technologies d'anticipation ainsi que les mises en relation des sciences avec une pluralité de savoirs (savoirs dits « traditionnels », savoirs subalternés...) et les déplacements épistémologiques qu'elles impliquent.

2. Le deuxième ensemble de questions concerne la place des savoirs scientifiques dans les solutions politiques et techniques apportées aux problèmes posés par la crise environnementale globale par un continuum d'acteurs publics et privés. Il s'agit notamment de questionner les cadrages, discours et politiques des transitions dites « écologique » « énergétique », « numérique » ou « agro-alimentaire » qui promettent une conciliation de la protection de l'environnement avec des enjeux économiques et sociaux. Nous examinons comment ces cadrages participent à la construction d'un nouveau régime de gestion des débordements des activités humaines et des désordres de la planète qui reposent sur des ontologies divergentes.

Nous accordons une attention particulière au déploiement de solutions techniques – énergies renouvelables, géoingénierie, économie circulaire, agroécologie – porté par un techno-solutionnisme renouvelé, à l’origine de la construction de nouveaux marchés portés par des investissements publics (Green deal) et l’essor d’une finance verte. Enfin, nous examinerons les différentes critiques que ces solutions génèrent, que ce soit sur leur pertinence ou leur efficacité, les échelles de leur déploiement et les problèmes qu’elles posent (nouvel extractivisme vert). Nous porterons une attention particulière aux formes de mobilisation auxquelles elles donnent lieu et à la reconduction des rapports asymétriques qu’elles perpétuent à l’échelle internationale.

3. Le troisième axe de questionnement concerne les modes de vie dans les mondes dégradés de l’anthropocène et les alternatives à imaginer et construire. Malgré son caractère global, la crise environnementale touche les pays et les populations de façon très inégale dans le Monde. Le rapport récent du GIEC de 2021 souligne que les effets délétères du changement climatique sont ou seront principalement subis par les populations des pays du Sud (pourtour méditerranéen, Asie du Sud-Est, etc.). Certaines populations, déjà vulnérables, sont souvent les premières victimes des événements extrêmes (inondations, sécheresse, famines ...) et des pollutions industrielles, en particulier lorsqu’elles se déploient sur des temps longs, donnant lieu parfois à des « catastrophes rampantes » (slow disasters). Il s’agira d’analyser comment l’intrication des crises impacte différemment les territoires et les populations et comment elle peut contribuer à renforcer différentes inégalités sociales, raciales et de genre que ce soit dans les pays du Nord ou entre différentes régions, notamment entre les pays du Nord et ceux du Suds. Nous nous intéresserons à la manière dont ces inégalités et injustices sont aujourd’hui documentées ou invisibilisées et prises en compte dans les politiques d’adaptation et de résilience. Nous nous intéresserons également aux actions de production alternative de savoirs (science citoyenne, community based research, civic lab ...), aux revendications contemporaines de justice (justice climatique, environnementale, transition juste...) et leurs effets sur l’élaboration de nouvelles alternatives.

Programme des séances

11/10 Sous-sols et transition énergétique

Juliette Cerceau (IMT Mines Alès/LGEI) et Brice Laurent (Mines-PSL/CSI), Quand la mine déborde. Enquête sur la fabrique des territoires extractifs

Discutant : Maël Goumri (Université Paris Cité/CERMES3)

22/11 Gouverner les transitions

Nicolas Baya-Laffite (Université de Genève/IRS), Des « twin transitions »? : le vert, le numérique, et la politique de conciliation.

Discutante : Soraya Boudia (Université Paris Cité-CNRS/CERMES3)

06/12 Gouverner les ruines des catastrophes

Annabelle Moatty (CNRS/LGP), Trajectoires de reconstructions post-catastrophe : reproduction de l'existant versus adaptation ?

Discutante : Mina Kleiche (IRD/CEPED)

24/01 Crise environnementale et nouveaux engagements publics

Sylvie Ollitrault (CNRS-EHESP/ISP), Nouvelles mobilisations environnementales : savoirs scientifiques ignorés et désobéissance civile

Discutante : Justyna Moizard-Lanvin (Université Paris Cité/CERMES3)

07/02 Habiter la Terre depuis les Suds

Gabrielle Hecht (Stanford University), Gouvernance résiduelle : le futur de la planète vu de l’Afrique du Sud

Discutante : Frédérique Aït-Touati (CNRS/CRAL)